

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/TBT/M/31

9 décembre 2003

(03-6492)

Comité des obstacles techniques au commerce

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU 7 NOVEMBRE 2003

Président: M. Juan Antonio Dorantes Sánchez (Mexique)

1. Le Comité des obstacles techniques au commerce a tenu sa trente-deuxième réunion le 7 novembre 2003.
2. L'ordre du jour suivant, objet du document WTO/AIR/2193, a été adopté:
 - I. Exposés sur la mise en œuvre et l'administration de l'Accord
 - II. Examen transitoire annuel prescrit à la section 18 du Protocole d'accession de la République populaire de Chine (documents G/TBT/W/227, 229 et 231)
 - III. Troisième examen triennal du fonctionnement et de la mise en œuvre de l'Accord OTC conformément à l'article 15.4
 - IV. Demandes de statut d'observateur auprès du Comité présentées par l'Office international de la vigne et du vin (OIV), le Bureau international des poids et mesures (BIPM), l'Organisation des ingénieurs-conseils des industries du Golfe (GOIC) et la Convention sur la diversité biologique (CDB)
 - V. AUTRES QUESTIONS
 - i) Comité du Codex sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et exportations alimentaires
 - ii) Assistance technique
 - iii) Prochaine réunion du Comité
 - VI. RAPPORT (2003) DU COMITÉ DES OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE
 - I. EXPOSÉS SUR LA MISE EN ŒUVRE ET L'ADMINISTRATION DE L'ACCORD
3. La représentante de la Nouvelle-Zélande a rappelé que, depuis juin 2002, la délégation de son pays s'interrogeait au sujet du Règlement 753/2002 des CE sur l'étiquetage des vins (G/TBT/N/EEC/15), compte tenu des incidences possibles de politiques adoptées par les CE dans ce domaine depuis 1998. Ce règlement était entré en vigueur et serait pleinement appliqué le 1^{er} février 2004. Les deux reports de sa mise en œuvre étaient appréciés, mais le temps supplémentaire ainsi accordé n'avait pas débouché sur des révisions qui tiennent compte des inquiétudes engendrées par le règlement proposé en Nouvelle-Zélande et chez plusieurs autres Membres de l'OMC.
4. Les interrogations de la Nouvelle-Zélande concernant ce règlement, communiquées à la délégation des CE par écrit en août 2002, pouvaient se résumer ainsi: conformité du texte aux

principes fondamentaux de l'Accord OTC, notamment l'obligation de ne pas créer d'obstacles non nécessaires au commerce et de s'assurer que les règlements techniques ne seront pas plus restrictifs pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour réaliser un objectif légitime; conformité du texte avec les principes du traitement national et NPF contenus dans l'Accord OTC et le GATT; et questions soulevées par la Nouvelle-Zélande concernant l'Accord sur les ADPIC et qui ne touchaient pas aux dénommés "termes traditionnels" ou aux formes des bouteilles et à leur protection.

5. La délégation se réjouissait de la proposition de la Commission européenne de modifier le Règlement et encourageait les États membres de l'UE à effectuer les modifications voulues pour répondre aux préoccupations manifestées par la Nouvelle-Zélande et d'autres Membres de l'OMC concernant l'article 2.9 de l'Accord. La délégation comptait sur les CE pour notifier les changements réalisés au vu des observations des Membres de l'OMC.

6. L'intervenante appréciait également qu'une deuxième série de discussions informelles ait eu lieu avec les responsables de la CE depuis la dernière réunion du Comité OTC. Mais il ne fallait pas penser pour autant que ces discussions dispensaient de donner une réponse officielle par écrit à la communication de la Nouvelle-Zélande. Et ces discussions n'avaient pas non plus dissipé les inquiétudes de sa délégation au sujet du Règlement. Elle a demandé à quel moment la Nouvelle-Zélande pouvait attendre une réponse écrite. Pour finir, elle a rappelé la demande de sa délégation tendant à ce que le Règlement soit retiré ou révisé en profondeur pour être conforme aux règles de l'OMC.

7. La représentante de l'Australie, qui partageait les préoccupations de la Nouvelle-Zélande, a déclaré que sa délégation continuait également de connaître des problèmes qui avaient été soulevés à maintes reprises lors de discussions informelles bilatérales et au sein du Comité; selon elle, le Règlement créait des obstacles non nécessaires au commerce, notamment à cause des coûts substantiels et non nécessaires que les fournisseurs, notamment les fournisseurs éloignés, subiraient pour se conformer à ce texte. Par conséquent, la délégation et les exportateurs australiens attendaient toujours une solution adéquate.

8. Aux yeux de l'intervenante, la période de transition de six mois prévue pour l'utilisation des étiquettes existantes n'apportait pas de solution durable aux problèmes soulevés par l'Australie et d'autres exportateurs. Les CE avaient annoncé que d'autres changements pourraient être apportés au Règlement avant le 1^{er} février 2004, mais rien n'indiquait véritablement aux fournisseurs australiens de quelle nature seraient ces changements ni à quel moment ils seraient appliqués. Les viticulteurs australiens pourraient être contraints d'imprimer leurs étiquettes avant de connaître les règles à respecter.

9. Compte tenu de l'ampleur des problèmes, l'Australie a demandé que le Règlement soit rejeté, ou bien que l'on en reporte la mise en œuvre d'au moins 12 mois une fois effectuées toutes les modifications nécessaires afin que les producteurs des pays tiers soient prévenus suffisamment à l'avance. L'intervenante a demandé instamment aux CE de répondre par écrit à toutes les questions soulevées par les Membres de l'OMC et à les informer de tout nouveau changement.

10. La représentante du Brésil a dit partager les préoccupations de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande concernant le Règlement 753/2002 des CE. Sa délégation regrettait que ce règlement soit entré en vigueur sans avoir été modifié de manière à tenir compte des préoccupations des Membres. Le Brésil souhaitait qu'il soit révisé, comme les CE l'avaient annoncé, et que les modifications qui lui seraient apportées tiennent compte de ces préoccupations. L'intervenante a demandé qu'il soit retiré ou que la période de transition soit prolongée, et elle a prié instamment les CE de répondre par écrit aux observations des Membres.

11. Le représentant de l'Argentine a associé la délégation de son pays aux observations formulées par les orateurs précédents. Il s'est réjoui des consultations menées avec les CE, mais, manifestement, plusieurs aspects du Règlement n'étaient pas très bien compris. Ce règlement était complexe et manquait de clarté, et sa délégation continuait de s'interroger sur son efficacité, sa cohérence et sa compatibilité avec les dispositions de l'Accord OTC. L'intervenante a demandé une réponse écrite aux observations formulées et aux problèmes soulevés par l'Argentine de manière à dissiper ce sentiment d'incertitude engendré par le Règlement chez les exportateurs de son pays. Il a prié les CE de prendre les mesures nécessaires pour corriger la situation, d'apporter la preuve que le Règlement était compatible avec les règles de l'OMC, ou d'en reporter l'application.

12. Le représentant de l'Afrique du Sud a abondé dans le sens des orateurs précédents. Concernant les préoccupations propres à sa délégation, il a rappelé que l'Afrique du Sud avait conclu avec les CE un accord sur les vins et les alcools (l'accord), qui incluait des règles portant, entre autres aspects, sur l'étiquetage, la désignation du contenu, les indications géographiques, le conditionnement et les marques de commerce. Ces éléments de l'accord traitaient des aspects visés par les prescriptions du Règlement 753/2002 des CE en matière d'étiquetage du vin. Entre autres objectifs qui y étaient définis, les parties s'étaient donné celui de faciliter et de promouvoir les échanges entre les viticulteurs d'Afrique du Sud et de l'UE, sur la base des principes de non-discrimination et de réciprocité. Chaque partie avait convenu de ne pas soumettre le vin provenant du territoire de l'autre partie contractante à des règles de certification plus strictes que celles prévues dans l'accord. Il avait également été convenu que les révisions apportées aux annexes et protocoles devaient être décidées d'un commun accord en vue des éventuels changements que nécessiteraient les lois et règlements nationaux des parties à l'Accord. Selon la délégation de l'Afrique du Sud, le Règlement des CE contredisait l'esprit de l'accord puisqu'il comportait pour le secteur viticole des dispositions qui seraient appliquées unilatéralement. Il souffrait en outre d'un manque de transparence et d'une incompatibilité avec les obligations découlant de l'article 2.9 de l'Accord OTC.

13. La protection des dénommées "expressions traditionnelles" dans le Règlement suscitait de nombreuses inquiétudes. Selon toute apparence, une bonne partie du Règlement 881/1998 des CE, que les CE n'avaient pas mis en œuvre, se trouvait désormais intégrée au Règlement 753/2002. L'Afrique du Sud n'était pas d'accord pour protéger ces termes dans l'accord conclu avec les CE, pas plus qu'elle n'avait accepté de reconnaître et protéger les indications géographiques. Le règlement proposé obligeait les pays exportateurs à appliquer d'une manière particulièrement rigide les prescriptions concernant la conception et le libellé des étiquettes. Les renseignements supplémentaires à ajouter sur les étiquettes et les types de produits visés composaient une longue liste qui obligeait à réglementer beaucoup de ces termes dans le pays d'origine. Un autre souci concernait une exception accordée aux États-Unis et qui les dispensait de l'application des prescriptions du Règlement pendant une durée déterminée, décision que l'Afrique du Sud jugeait contraire à l'article 2 de l'Accord OTC. Il en allait de même pour une dérogation aux règles d'étiquetage qui était prévue pour certains vins de qualité des États membres de l'UE. L'intervenant a demandé instamment aux CE de ne pas appliquer leur Règlement, de prendre les mesures nécessaires pour que le texte respecte les obligations prévues par l'Accord OTC, et de tenir compte des observations de l'Afrique du Sud pour rendre ce règlement conforme à l'Accord OTC et aux autres Accords de l'OMC.

14. La représentante des États-Unis a associé la délégation de son pays aux préoccupations exprimées par les orateurs précédents. On observait un manque de réactivité et un sentiment d'incertitude au sujet du Règlement des CE, outre que celui-ci soulevait des questions concernant la transparence et la discrimination. L'intervenante a informé le Comité que, pendant les consultations de juillet 2003, les États-Unis avaient précisément posé une question sur les critères et processus employés par les CE pour déterminer s'il y avait équivalence entre les réglementations, et sur les raisons pour lesquelles les CE exigeaient une harmonisation des réglementations. Les CE avaient répondu que les décisions en matière d'équivalence étaient prises au cas par cas, au terme de discussions ou négociations bilatérales. Aux yeux de la délégation des États-Unis, ces décisions

avaient un caractère politique et étaient prises par un comité de représentants des États membres de l'UE. C'est pourquoi il restait à éclaircir comment une décision politique pouvait être compatible avec la volonté de protéger les consommateurs de l'UE contre les actes frauduleux. Une démarche de ce type ne manquait pas d'inquiéter les États-Unis et demandait des explications sérieuses de la part des CE, car les États-Unis étaient déçus par les réponses obtenues ou par l'absence de réponses. La représentante a associé la délégation de son pays à l'Australie pour demander le rejet du Règlement des CE.

15. En application de l'article 15 du règlement intérieur du Comité, le Président a associé le Mexique aux observations des orateurs précédents.

16. Le représentant des Communautés européennes, en réponse aux observations des délégations, a rappelé que, s'agissant des dispositions du Règlement 753/2002 des CE sur l'étiquetage, la Commission avait fixé une période de transition courant du 1^{er} août 2003 au 1^{er} février 2004. La Commission avait participé à des consultations informelles avec les Membres intéressés en octobre 2002 et juillet 2003. Les CE continuaient d'étudier attentivement toutes les observations reçues, y compris celles formulées aux réunions du Comité, lors des consultations informelles et dans les communications écrites ayant suivi la notification du Règlement au Comité. Ce travail se poursuivrait et les observations exprimées pendant la réunion en cours seraient également prises en considération.

17. Le représentant du Chili a rappelé que, à la réunion de juillet 2003, la délégation de son pays avait manifesté des inquiétudes au sujet de la norme technique équatorienne NTE INEN 102:2003, Révision 3, concernant les barres en acier au carbone laminées à chaud pour béton armé, texte entré en vigueur le 23 avril 2003. Le 28 octobre 2003, sa délégation avait fait part de ses préoccupations par écrit et avait demandé une réponse de l'Équateur. La réponse se faisant attendre, le Chili craignait que le règlement technique de l'Équateur soit discriminatoire et plus restrictif qu'il n'était nécessaire, et donc incompatible avec l'article 2 de l'Accord OTC. L'intervenant se réservait le droit, pour le Chili, de saisir d'autres instances de l'OMC de ce problème.

18. Le représentant de l'Équateur a expliqué que, pendant l'intervalle auquel le Chili faisait allusion, les autorités de son pays s'étaient penchées avec sérieux sur les effets possibles du Règlement. L'Équateur considérait que, au vu des articles 2.9 et 5.6 de l'Accord OTC, les deux conditions qui rendaient une notification obligatoire n'étaient pas remplies en l'espèce. En particulier, l'adoption de la mesure en question n'aurait pas d'effet notable sur le commerce des autres Membres. Toutefois, dans un souci de transparence, l'Équateur avait notifié ladite mesure. Concernant le marquage, les barres, importées ou produites localement, seraient revêtues, pendant le laminage, d'une marque en relief indiquant, entre autres, le nom du producteur ou de l'importateur et le diamètre. Cette mesure ne constituait pas un obstacle technique, et n'entraînait pas de discrimination par rapport aux produits nationaux; par ailleurs, d'autres fournisseurs internationaux de barres, dont une entreprise chilienne, exportaient déjà en Équateur en conformité avec ces prescriptions. S'agissant de l'objectif légitime stipulé à l'article 2.4 de l'Accord OTC, cette mesure avait pour objet de protéger la santé et la sécurité des personnes, compte tenu de la situation géographique de l'Équateur, du risque de séisme élevé et de l'importante activité volcanique. Il ressortait clairement des inspections techniques effectuées à la suite des mouvements sismiques que, dans certains cas, les barres de renforcement n'étaient pas conformes aux règlements techniques et que le nom du fabricant ou du fournisseur ne figurait pas sur les barres; c'est pourquoi il avait été impossible d'établir les responsabilités juridiques. On avait connu des situations similaires lors de l'effondrement de bâtiments. Cette mesure respectait la loi du pays, notamment la Constitution équatorienne et la Loi pour la défense du consommateur, qui reconnaissait le droit à la protection de la sécurité et de la santé des citoyens. Compte tenu des éléments susmentionnés, la délégation de l'intervenant estimait que cette mesure était légitime, nécessaire et non discriminatoire, ni restrictive pour le commerce.

19. La représentante de la Barbade s'est référée à une notification du Brésil distribuée le 27 octobre 2003 et concernant un arrêté qui prévoyait une modification de la définition de certaines boissons et certains alcools, en l'occurrence l'eau-de-vie, la cachaza et le rhum (G/TBT/N/BRA/135). Cette mesure, adoptée au titre de l'article 2.10 de l'Accord OTC, était entrée en vigueur le 3 octobre 2003 sous la forme de l'Arrêté n° 4851, sans que quiconque ait pu s'exprimer à son sujet. L'intervenante a indiqué que des discussions bilatérales avaient eu lieu entre des professionnels du Brésil et des représentants de la West Indies Rum and Spirits Producers' Association (WIRSPA), dont la Barbade faisait partie, car le projet d'arrêté contenait divers éléments qui auraient eu un effet négatif important sur le commerce avec les membres de la WIRSPA. Conformément aux dispositions de l'Accord OTC, sa délégation demandait qu'il soit possible d'informer le gouvernement brésilien par écrit de ses préoccupations concernant les révisions proposées, et souhaitait que l'on tienne compte de ses observations avant de réviser l'Arrêté n° 4851.

20. La représentante de la République dominicaine a déclaré que la délégation de son pays était attentive au problème soulevé par la Barbade étant donné que les produits visés par la mesure présentaient un intérêt commercial pour son pays. La notification ayant été effectuée au titre de l'article 2.10 de l'Accord, elle a demandé au Brésil d'informer le Comité sur la nature des urgences évoquées et de fournir aux autorités de son pays le texte complet du document pour que sa délégation puisse adresser des observations par écrit conformément à l'article 2.10.3 de l'Accord.

21. La représentante de Trinité-et-Tobago a dit partager les préoccupations de la Barbade et de la République dominicaine. La délégation de son pays souhaitait elle aussi savoir s'il restait aux Membres du temps pour présenter leurs observations et leurs questions à l'autorité compétente du Brésil, et pour que ces observations et questions puissent être prises en considération. Elle a également souhaité en savoir davantage sur l'urgence des problèmes évoqués.

22. La représentante du Brésil a indiqué que les autorités de son pays faisaient tout leur possible pour remplir leurs obligations au titre de l'Accord, concernant la notification des mesures proposées, la période réservée aux observations et la date d'entrée en vigueur. Les observations et questions des délégations en rapport avec ce sujet étaient les bienvenues et pouvaient être adressées à la Mission du Brésil à Genève ou bien directement au point d'information situé au Brésil pour plus de facilité. Concernant les interrogations qui portaient précisément sur l'urgence de la mesure, l'intervenante en ferait part aux autorités de son pays et reviendrait sur ces questions à l'occasion de réunions ultérieures. Quant au texte complet du document, on pouvait déjà le trouver sur le site Web du point d'information du Brésil¹, mais la représentante l'enverrait également aux Membres intéressés.

23. Le représentant du Japon a appelé l'attention sur un règlement technique récemment proposé concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des produits chimiques (système REACH) au sein de l'Union européenne et qui n'avait pas encore été notifié aux Membres. La délégation de son pays comprenait bien que le règlement proposé avait pour objectifs légitimes la protection de la santé des personnes et de l'environnement. Mais le Japon craignait qu'il ne soit plus restrictif pour le commerce qu'il n'était nécessaire et qu'il ait un effet négatif sur le commerce et l'investissement des Membres de l'OMC non européens. L'industrie chimique du pays s'inquiétait de ce règlement et le gouvernement japonais avait fait part de ses inquiétudes à la Commission européenne, lors de la consultation sur Internet effectuée en juillet 2003 et à d'autres reprises.

24. L'intervenant se félicitait que les CE aient fait l'effort de prendre en considération les observations de son gouvernement dans le nouveau texte adopté le 29 octobre 2003, ainsi que l'esprit de transparence et d'ouverture dont elles faisaient preuve depuis que le nouveau texte avait été amélioré. Toutefois, certains aspects du Règlement suscitaient encore des inquiétudes, notamment une exemption prévue pour les substances déjà homologuées et qui ne s'appliquerait apparemment

¹ www.inmetro.gov.br/barreirastecnicas

qu'aux fabricants situés sur le territoire de l'UE. Ces dispositions étaient restrictives pour le commerce et représentaient une entrave pour les importateurs; c'est pourquoi l'intervenant a demandé aux CE de revoir ces dispositions dans le sens d'une plus grande prévisibilité et pour ne pas imposer aux exportateurs des notifications non nécessaires à titre de mesure de précaution.

25. La représentante des États-Unis a dit partager les préoccupations du Japon. Elle a félicité les CE d'avoir rapidement présenté une notification au titre de l'article 2.9.1 au moment de présenter le document G/TBT/W/208. La délégation de son pays avait constaté que plusieurs gouvernements et autres intervenants avaient répondu à la demande d'observations des CE par Internet. Concernant le texte révisé, l'intervenante a observé que certaines mesures allaient dans le bon sens et qu'il existait la volonté d'améliorer le cadre réglementaire, de clarifier les procédures et de limiter la bureaucratie. Néanmoins, ces changements ne répondaient pas totalement aux préoccupations exprimées par les États-Unis en juillet 2003, car certaines dispositions demeuraient obscures et inapplicables. Or un dispositif inapplicable empêcherait les États-Unis d'atteindre leurs objectifs en matière de politique sanitaire et environnementale, ce qui nuirait probablement à l'innovation, et perturberait les échanges. Selon l'intervenante, les incidences de la proposition, tant positives que négatives, devraient être évaluées dans leur intégralité et en pleine transparence. Elle a invité les CE à limiter la portée du Règlement pour mieux concentrer ses ressources sur les substances susceptibles de présenter les plus grands risques, afin de clarifier et simplifier le processus régissant les décisions d'ordre réglementaire. Elle a également engagé la Commission à rendre publics, dans un bref délai, les résultats de son évaluation complète des incidences sur la proposition révisée.

26. Le représentant du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu (Taïpei chinois) a dit partager les préoccupations du Japon et des États-Unis. Les autorités de son pays étaient en train d'examiner les retombées du texte révisé et reviendraient sur cette question avec de nouvelles observations.

27. Le représentant de la Thaïlande a déclaré que les autorités de son pays n'avaient pas encore étudié en détail le règlement (REACH) adopté le 29 octobre et feraient part de leurs observations à une date ultérieure. Il a rappelé que la délégation de son pays avait déjà adressé aux CE des observations selon lesquelles la proposition affecterait le commerce entre la Thaïlande et l'Union européenne, et il espérait que ces observations seraient prises en considération.

28. La représentante de l'Australie a associé la délégation de son pays aux préoccupations exprimées et a informé le Comité que des consultations étaient en cours avec la branche de production du pays pour déterminer si les observations formulées avaient été prises en considération.

29. La représentante de la Malaisie a associé la délégation de son pays aux observations précédentes concernant le projet de règlement européen sur les produits chimiques. La Malaisie n'avait pas encore répondu par écrit à la Commission, mais elle avait elle aussi participé à la consultation publique par Internet sur cette question; en outre, sa délégation souscrivait à la réponse fournie par l'APEC dans laquelle elle énumérait les préoccupations de ses membres sous la forme d'une communication écrite. L'intervenante a également souhaité que l'on tienne compte des observations de la Malaisie.

30. Le représentant de la Corée a dit partager les préoccupations et observations exprimées.

31. Le représentant du Chili s'est fait l'écho des questions soulevées par d'autres délégations et a remercié les CE d'avoir fait preuve de transparence et d'avoir accepté de bonne grâce de recevoir des observations sur son Règlement.

32. Le Président, conformément à l'article 15 du règlement intérieur du Comité, a associé le Mexique aux observations formulées par les délégations.

33. Le représentant des Communautés européennes a rappelé que, en vertu de l'article 2.9.1 de l'Accord, les CE avaient diffusé rapidement un avis sur le système REACH le 20 mai 2003 pour permettre aux Membres de s'informer sur le système et de participer à une consultation par Internet (document G/TBT/W/208). Les observations formulées par plusieurs pays avaient débouché sur des modifications du système REACH qui l'avaient rendu moins coûteux, moins bureaucratique, plus facile d'emploi et davantage axé sur la protection de la santé et de l'environnement. La proposition, adoptée le 29 octobre 2003, serait notifiée sous peu conformément à l'article 2.9.2 de l'Accord OTC et un délai raisonnable serait prévu pour que les Membres puissent présenter des observations.

34. La représentante de la Nouvelle-Zélande a rappelé les préoccupations de la délégation de son pays concernant l'interdiction des importations de têtes de poisson (cabillaud, colin et lieu jaune) en Corée, produits assimilés dans ce pays à des déchets. Elle a signalé que, en vertu des règles de l'OMC, "le fait de considérer un produit comme un déchet" ne constituait pas un motif légitime pour en interdire l'importation. Les autorités de son pays avaient informé la Corée que la Nouvelle-Zélande était capable de transformer les têtes de colin pour en faire un produit comestible et pouvait fournir à cet égard de bonnes garanties de son gouvernement. La délégation n'avait pas connaissance de risques particuliers pour la santé humaine qui puissent justifier l'interdiction. La Corée n'avait pas encore répondu aux questions de la Nouvelle-Zélande, ni informé les Membres de son dispositif réglementaire. Concernant les préoccupations exprimées, l'intervenante a indiqué que la Corée n'appliquait pas de restrictions précises autres que les règles sanitaires aux têtes de poisson découpées à bord des navires de pêche coréens à l'étranger, ou découpées en Corée et destinées à la consommation humaine en Corée, ce qui posait un problème de discrimination. Elle a informé les Membres que les autorités de son pays avaient également demandé des éclaircissements à l'Organisation mondiale des douanes (OMD), qui leur avait confirmé que les têtes de colin destinées à la consommation humaine (et, par exemple, à la confection de soupes) pouvaient être rangées sous la sous-position tarifaire 0303.78 (chapitre trois) du Système harmonisé.

35. La représentante a indiqué que, selon la délégation néo-zélandaise, si le produit était accompagné d'un certificat de garantie approprié indiquant qu'il était propre à la consommation humaine, la Corée était tenue de laisser entrer les importations de têtes de colin. Elle a invité la Corée à répondre à ces questions le plus tôt possible. Elle a également rappelé que la Nouvelle-Zélande avait tenté de régler ce problème par la voie de discussions bilatérales au cours des 18 mois précédents et que, lors d'une réunion OTC en mars 2003, sa délégation avait remis un aide-mémoire à la délégation coréenne. Elle a demandé instamment à la Corée de justifier l'interdiction pesant sur les importations de têtes de colin au regard des dispositions pertinentes du GATT et de l'Accord OTC, notamment de l'article 2.5 dudit accord.

36. Le représentant de la Corée a expliqué que, de l'avis de la délégation de son pays, les têtes de poisson étaient considérées, de manière générale, comme des déchets et non comme un produit comestible. D'ailleurs, l'OMD avait assimilé les têtes de poisson à un sous-produit, impropre à la consommation humaine, et les avait rangées sous la position 0511. Selon lui, la question était de savoir si les têtes de tel ou tel poisson particulier (cabillaud, colin, etc.) devaient être considérées comme un aliment ou un déchet non comestible. Il s'est demandé si le Comité des OTC était la bonne enceinte pour y discuter de ces questions, d'autant plus que la Corée n'appliquait aux importations de têtes de poisson aucune prescription liée à des normes.

37. Concernant la différence de traitement entre les têtes de morue du Pacifique et les têtes de cabillaud, l'intervenant a rappelé que, depuis toujours, les Coréens consommaient des têtes de morue du Pacifique et de cabillaud provenant des eaux territoriales, de sorte que les têtes de morue du Pacifique étaient considérées et traitées comme un aliment. De plus, le cabillaud et le colin n'appartenant pas à la même famille, ils ne pouvaient être traités de la même façon. S'agissant de l'avis exprimé par le Secrétariat de l'OMD, la Corée y voyait simplement un conseil pour que les têtes de colin soient classées sous la position 0303.78 des produits destinés à la consommation humaine, et

non un jugement officiel de l'OMD. Sa délégation était disposée à en discuter plus longuement, et à poursuivre les consultations sur une base bilatérale.

38. Le représentant des Communautés européennes a rappelé au Comité que, le 9 mars 2002, les autorités européennes avaient adressé des observations à l'Inde concernant la notification G/TBT/N/IND/1 sur l'étiquetage des produits de consommation conditionnés et la certification obligatoire de 133 produits. L'obligation qui leur était faite d'indiquer au consommateur final en Inde le prix de vente au détail maximal des produits emballés constituait une charge extrêmement contraignante pour les acteurs économiques. L'intervenant a demandé si d'autres mesures moins contraignantes et moins restrictives pour le commerce avaient été envisagées. Concernant la certification obligatoire de 133 produits, il a souhaité avoir des éclaircissements sur le coût des évaluations de la conformité et s'est demandé dans quelle mesure les normes qui exigeaient une évaluation de la conformité s'appuyaient sur des normes internationales.

39. La représentante des États-Unis a associé la délégation de son pays aux observations émises. Elle avait compris que des changements pourraient être apportés aux prescriptions de l'Inde en matière d'étiquetage et elle a voulu obtenir des éclaircissements sur ces changements étant donné que la question avait été soulevée au Comité en 2002 et 2003 et que des notifications avaient également été effectuées ultérieurement.

40. Le représentant de l'Inde a confirmé que la délégation de son pays s'était efforcée de fournir des réponses à la réunion précédente du Comité ainsi que lors de rencontres bilatérales; toutefois, il transmettrait aux autorités de son pays les nouvelles observations exprimées.

41. Le représentant des Communautés européennes a rappelé que, le 1^{er} octobre 2002, les autorités européennes avaient formulé des observations concernant la notification de l'Inde G/TBT/N/IND/9 sur les véhicules d'occasion et les véhicules neufs. Leur préoccupation portait sur l'interdiction d'importer des véhicules d'occasion ou usagés âgés de plus de trois ans, et sur la non-acceptation, par les autorités indiennes, des certificats et documents émis par d'autres pays. Le délégué a demandé à l'Inde de bien vouloir répondre aux observations des CE.

42. Le représentant de l'Inde a rappelé que les autorités de son pays s'étaient employées à expliquer les motifs de cette mesure dans un cadre bilatéral; entre autres explications, il a mentionné la préservation des intérêts des consommateurs par rapport aux changements de la technologie et la disponibilité de pièces détachées. Il a informé le Comité que l'Inde avait adhéré, en tant qu'observateur, au Forum mondial pour l'harmonisation des règlements applicables aux véhicules automobiles et qu'elle réfléchissait à une adhésion éventuelle aux Accords de 1958 et de 1998 de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe sur la reconnaissance réciproque des types de véhicules automobiles, ou aux deux accords simultanément.

43. Le représentant de la Commission européenne s'est reporté à la notification G/TBT/N/KOR/34 sur l'utilisation des étiquettes de boissons alcoolisées et d'autres prescriptions relatives à l'étiquetage. Il a reconnu qu'il était légitime que les autorités coréennes cherchent à éviter la fraude fiscale sur la vente de boissons alcoolisées et qu'elles souhaitent émettre des avertissements sanitaires et des consignes de recyclage. Néanmoins, les prescriptions en matière d'étiquetage se révélaient plus restrictives pour le commerce qu'il n'était nécessaire pour réaliser les objectifs annoncés, outre que la préparation de certains des nouveaux textes de loi et des mesures visant l'étiquetage laissait apparaître un manque de transparence. Sa délégation reconnaissait que la législation avait changé et évolué dans le bon sens, et que les délais de mise en œuvre avaient été allongés, mais elle demeurait préoccupée par les mesures prises par la Corée dans ce domaine.

44. Le représentant de la Corée a rappelé que, lors de réunions antérieures du Comité, les CE avaient déjà formulé des observations détaillées sur les prescriptions applicables à l'étiquetage des

spiritueux et boissons alcoolisées. Il transmettrait ces observations aux autorités de son pays et leur ferait part des préoccupations exprimées quant à la notification des changements apportés à la réglementation. Pour la Corée, il était capital de remplir les obligations résultant de l'accord en matière de transparence.

45. Le représentant des Communautés européennes a rappelé que la délégation européenne avait présenté ses observations concernant les notifications de l'Argentine, à savoir la notification G/TBT/N/ARG/90 relative à l'huile d'olive, la notification G/TBT/N/ARG/101 relative à la teneur du vin en sulfates, la notification G/TBT/N/ARG/104 relative à l'étiquetage des aliments conditionnés, et la notification G/TBT/N/ARG/107 relative au régime d'appellation légale des vins. Il a demandé à l'Argentine de bien vouloir répondre à ces observations et a signalé que tous les textes en question avaient été adoptés avant leur notification.

46. Le représentant de l'Argentine a expliqué que, s'agissant des quatre notifications mentionnées par les CE, des consultations étaient en cours, mais qu'elles ne se trouvaient pas toutes au même stade. Les autorités de son pays étaient prêtes à poursuivre les échanges de vues, à recevoir d'autres observations et à y répondre. Concernant la notification G/TBT/N/ARG/104 sur l'étiquetage des aliments conditionnés, la situation était plus complexe que dans les autres cas, car il s'agissait d'une mesure du MERCOSUR et non de l'Argentine. Le problème des retards des notifications inquiétait au plus haut point les autorités du pays; pour l'essentiel, ces retards n'étaient pas imputables à un manque de transparence, mais à un défaut de coordination avec d'autres organismes et services. Les autorités s'employaient à améliorer la coordination entre les organes de réglementation nationaux pour pouvoir respecter à la lettre les délais et obligations découlant de l'Accord. Malheureusement, ce n'était pas une tâche toujours facile.

47. Le Comité a pris acte des déclarations faites.

II. EXAMEN TRANSITOIRE ANNUEL PRESCRIT A LA SECTION 18 DU PROTOCOLE D'ACCESSION DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

48. Le Président a rappelé que, à la Conférence ministérielle de Doha, une décision avait été prise concernant l'accession de la République populaire de Chine en vue de l'instauration d'un "mécanisme d'examen transitoire" (WT/L/432). À cet égard, il s'est reporté aux questions adressées à la Chine par les Communautés européennes, le Japon et les États-Unis, respectivement, dans les communications G/TBT/W/227, 229 et 231.

49. Le représentant des Communautés européennes a remercié les autorités chinoises d'avoir fait l'effort d'organiser plusieurs séminaires, ouverts à des représentants des secteurs public et privé, pour traiter des questions soulevées par les CE en 2002 (document G/TBT/W/182), concernant notamment l'étiquetage des aliments, les produits cosmétiques, les automobiles et le nouveau système de certification obligatoire (système CCC). Toutefois, les séminaires ayant été suivis par un nombre relativement limité de personnes, la délégation souhaitait une réponse de la Chine sur plusieurs points: i) le système CCC qui, bien que constituant une amélioration par rapport au dispositif d'évaluation de la conformité antérieur, continuait de susciter des inquiétudes, concernant par exemple les pièces détachées et composants, en particulier lorsque les pièces détachées étaient livrées séparément à des fins de réparation ou d'entretien, ou lorsque l'assemblage s'effectuait en Chine; les frais d'évaluation de la conformité, qui étaient assez élevés et qui semblaient varier en fonction des produits visés, variations qui pouvaient entraîner une discrimination entre les redevances demandées aux producteurs nationaux et aux importateurs; la nature confidentielle des documents techniques détaillés à fournir par les fabricants, et l'existence de différentes procédures d'évaluation de la conformité, notamment dans le cas des produits déjà certifiés sous le régime précédent; ii) les marques d'homologation utilisées pour les automobiles, puisqu'il s'avérait que la Chine ne reconnaissait pas les marques employées par les CE, bien que les normes chinoises soient quasiment identiques à celles de l'UNEC.

Il pouvait en résulter une répétition des essais effectués sur différentes pièces, et l'attribution de certificats différents pour des produits identiques fabriqués dans des usines différentes; iii) les dénommés "ingrédients pharmaceutiques actifs", compte tenu des obstacles rencontrés par les producteurs de l'UE au moment d'exporter en Chine, et de la licence exigée pour pouvoir importer des médicaments, dont on avait modifié fréquemment les conditions d'attribution sans informer le public ni consulter les intéressés; iv) l'homologation des produits cosmétiques avant la mise sur le marché, effectuée par le Ministère de la santé, procédure lente et coûteuse, et qui se révélait différente de celle appliquée aux producteurs nationaux. Les produits cosmétiques importés étaient assujettis à une deuxième homologation avant importation, comme l'exigeait l'AQSIQ, ce qui créait apparemment un double système d'homologation pour les produits importés.

50. L'intervenant a également remercié la Chine pour le séminaire sur l'étiquetage des aliments organisé en juillet 2003; néanmoins, les CE continuaient de se poser des questions, clairement formulées dans le document G/TBT/W/227, et qui se rapportaient principalement à la procédure d'homologation en vue de l'étiquetage et aux critères de transparence appliqués pour l'approbation des étiquettes.

51. Selon la représentante des États-Unis, la délégation de son pays regrettait, entre autres choses, que tous les ministres chinois n'aient pas notifié leurs propositions, comme l'exigeait l'Accord, et que l'on soit obligé, sans nécessité absolue, d'appliquer des normes promulguées uniquement par trois instances chinoises. Sa délégation avait également demandé des précisions sur les procédures d'évaluation de la conformité employées par la Chine. La représentante a indiqué que la délégation américaine avait suivi les mesures prises par la Chine pour mettre en œuvre l'Accord, observé que le fonctionnement du système CCC s'était amélioré avec le temps, comme les CE l'avaient également remarqué, et reconnu les efforts importants menés par la Chine pour respecter l'accord.

52. Le représentant du Japon a lui aussi remercié la Chine des efforts sérieux qu'elle avait déployés pour rendre le système CCC plus transparent et plus prévisible. Il a assuré que, de son côté, le Japon ferait les efforts nécessaires pour que l'examen transitoire annuel soit plus utile et pour renforcer la confiance mutuelle. Les observations exposées par le Japon dans le document G/TBT/W/229 portaient sur l'homologation des importations initiales de produits chimiques, et sur la situation des règlements, en projet et en application, qui régissaient ces produits. L'intervenant a demandé à la Chine de fournir des explications ou de faire part de ses observations en réponse aux questions posées dans le document G/TBT/W/229.

53. Le représentant de la République populaire de Chine a attiré l'attention du Comité sur le document G/TBT/W/235, qui contenait les renseignements demandés à l'Annexe 1A du Protocole d'accession. Il a expliqué que certaines des questions soulevées par les Membres – autorisation, attributions, liste actualisée des organismes d'évaluation de la conformité et progrès réalisés dans l'adoption des normes internationales – étaient abordées dans la communication de la Chine. S'agissant de la transparence et de la coordination entre les organismes du pays concernés par les notifications relatives aux OTC, il a informé le Comité que, le 30 octobre 2003, la Chine avait répondu à la même question pendant l'examen transitoire annuel des mesures SPS.

54. Concernant les autres observations sur le système CCC, l'intervenant a informé le Comité que la Chine reconnaissait qu'il était important de s'aligner sur les normes internationales, dont elle s'était inspirée pour mettre au point ses règlements techniques, ses normes et ses procédures d'évaluation de la conformité (PEC). Dans une publication de l'Administration générale pour le contrôle de la qualité, de l'inspection et le contrôle sanitaire (AQSIQ), la Chine avait reconnu l'universalité des normes publiées par 42 organisations internationales. On ne pouvait parler de discrimination ni d'une prolifération ou d'un double emploi des PEC appliquées aux produits importés et nationaux. Les pièces détachées et composants visés par le système CCC et figurant au premier Catalogue de produits ne faisaient pas l'objet d'une certification distincte; en revanche, lorsqu'ils étaient importés et vendus

à part, ils étaient assujettis à une certification obligatoire distincte. Ces articles, qu'ils soient produits dans le pays ou importés, destinés à des opérations de maintenance, à être consommés ou à l'entretien de produits qui n'étaient plus fabriqués, étaient exemptés de la certification obligatoire. Les demandes d'exemption du système CCC obéissaient à des conditions précises; un tarif unique s'appliquait aux produits importés comme à ceux du pays et, lorsque les droits appliqués n'étaient pas les mêmes, c'était à cause d'une variation du coût des essais effectués.

55. Les organismes de certification étaient tenus de protéger la confidentialité et d'éviter la divulgation des renseignements techniques et secrets de fabrique qui devaient être communiqués avec les demandes de certificat. La reconnaissance mutuelle des résultats devait être fondée sur des accords bilatéraux ou multilatéraux conclus entre gouvernements ou organisations dûment autorisées par l'État. La Chine militait pour que les résultats des procédures de certification ou d'essai soient reconnus sur un même pied; c'est pour cela que la Chine avait adhéré à l'IECEE, et qu'elle reconnaissait par conséquent les certificats OC délivrés dans le cadre du système de l'IECEE. Concernant les télécommunications, le problème posé par le double contrôle des équipements trouvait peu à peu une solution.

56. Pour être homologués, les produits pharmaceutiques qui entraient en Chine devaient respecter à la fois les normes chinoises et celles du pays d'origine. Par conséquent, les producteurs nationaux et étrangers de produits pharmaceutiques recevaient un même traitement. Les produits cosmétiques importés étaient assujettis à une évaluation et une approbation de leur qualité sur le plan de la sécurité et de l'hygiène et à une approbation de l'étiquetage. Les étiquettes de produits alimentaires avaient régulièrement été approuvées dans les délais fixés par les règlements applicables. Les règlements de la Chine sur l'étiquetage des produits alimentaires s'appliquaient à tous les aliments conditionnés destinés à être vendus en Chine, y compris les vins et les alcools. Les renseignements à fournir ne présentaient pas de caractère discrétionnaire, puisqu'ils devaient satisfaire aux règlements applicables. Les étiquettes de produits alimentaires importés devaient être approuvés dans leur transcription chinoise; pour cela, la demande devait être accompagnée du certificat de vente du pays de production. Aucune étiquette n'était exigée pour les importations en gros de produits alimentaires destinés à être transformés.

57. Dans le cas des nouvelles substances chimiques, les résultats des essais effectués par des organismes de certification étrangers étaient reconnus en Chine, à condition que ces organismes aient été agréés par l'instance nationale compétente. Les renseignements écologiques et toxicologiques sur ces produits devaient inclure les informations et les données résultant des essais réalisés en Chine. L'inventaire de référence répertoriait les substances chimiques produites, vendues, utilisées ou importées en Chine du 1^{er} janvier 1992 au 30 avril 2003. Les entreprises chimiques étrangères pouvaient le consulter sur Internet.² Concernant les produits chimiques dangereux, la Chine était en train de revoir son texte définitif.

58. Le Président a appelé l'attention des Membres sur le projet de rapport de 2003 établi par le Secrétariat (qui serait publié sous la cote G/TBT/W/236) et a annoncé que, conformément à la Décision ministérielle, en sa qualité de Président du Comité OTC, il communiquerait au Comité du commerce des marchandises les résultats de l'examen transitoire annuel prescrit à la section 18 du Protocole d'accession de la Chine.

59. Le Comité a adopté son Rapport de 2003 devant être présenté au Conseil du commerce des marchandises sur l'examen transitoire prescrit dans le Protocole d'accession de la Chine

² www.zhb.gov.cn et www.crc-sepa.org.cn

III. TROISIÈME EXAMEN TRIENNAL DU FONCTIONNEMENT ET DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD OTC CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 15.4

60. Le Président a rappelé que le Comité était chargé d'effectuer le troisième examen triennal du fonctionnement et de la mise en œuvre de l'Accord OTC conformément à l'article 15.4 avant la fin 2003 et que, au terme de consultations intenses et constructives menées sur la base du projet de document établi par le Secrétariat (JOB(03)/200 du 16 octobre 2003), les Membres étaient parvenus à s'entendre sur les résultats de l'examen triennal. Il a proposé au Comité d'adopter le document en l'état sous le titre de Rapport sur le troisième examen triennal.

61. Le Comité a adopté son Rapport sur le troisième examen triennal du fonctionnement et de la mise en œuvre de l'Accord OTC conformément à l'article 15.4 (document G/TBT/13).

62. Le Président a annoncé que le Rapport sur le troisième examen triennal serait communiqué en tant que partie du Rapport de 2003 du Comité au Conseil du commerce des marchandises.

63. Le représentant des Communautés européennes s'est félicité de la publication du Rapport. La délégation européenne était particulièrement heureuse de voir que le document offrait plusieurs ouvertures sur l'avenir qui permettraient au Comité de poursuivre son travail dans des domaines intéressants au cours de la période à venir.

64. Le représentant du Chili s'est réjoui de la publication du Rapport et a rappelé que, de l'avis du Chili, l'étiquetage devrait obéir aux mêmes principes et aux mêmes dispositions que ceux qui s'appliquaient aux règlements techniques. Il convenait que la Déclaration de conformité du fournisseur soit véritablement appliquée aux produits de tous les Membres, et en particulier aux produits des pays en développement membres, compte tenu des incidences positives sur leurs exportations. L'intervenant a attiré l'attention du Comité sur le fait que le Rapport qui avait été approuvé était un document en anglais, sans version espagnole ni française. La délégation souhaitait recevoir rapidement le texte dans ces deux langues.

65. Le Président a confirmé que le Rapport approuvé par le Comité était un document en anglais, en ajoutant que les versions espagnole et française devraient être calquées sur le texte approuvé en anglais.

66. La représentante des États-Unis s'est réjouie de la publication du Rapport et a suggéré d'inscrire en permanence à l'ordre du jour des prochaines réunions du Comité un nouveau point sur la préparation du quatrième examen triennal.

67. La représentante du Brésil a expliqué que la délégation de son pays était satisfaite du Rapport, qui incluait toutes les questions soulevées par les Membres. Elle a rappelé qu'elle souhaitait participer aux consultations sur l'assistance technique, le Brésil voulant s'assurer de la continuité de l'assistance technique fournie. À cet égard, sa délégation était prête à discuter des termes de sa proposition et à les expliquer. L'intervenante a dit souscrire à la proposition formulée par les États-Unis pour que la question de la préparation du quatrième examen triennal soit inscrite à l'ordre du jour.

68. Le représentant du Japon s'est réjoui de la publication du Rapport et a indiqué que le Japon souhaitait œuvrer à ce que les futures discussions du Comité soient fructueuses et constructives.

69. La représentante de la Suisse s'est dite satisfaite du Rapport et a remercié tous ceux qui avaient participé à sa préparation.

70. Selon le représentant de l'Inde, le Rapport montrait combien il était important de mettre en œuvre l'Accord, car ce dernier traitait des difficultés que rencontraient de nombreux pays en

développement Membres, et leurs exportateurs, dans le domaine des OTC. L'intervenant a convenu avec les CE de la nécessité d'assurer un suivi sur les diverses questions et de prendre des moyens concrets, sur la base des recommandations, pour améliorer l'accès des pays en développement Membres aux marchés, c'est-à-dire au chapitre de l'assistance technique, de l'évaluation de la conformité, y compris par rapport à la question de la déclaration de conformité du fournisseur, de l'équivalence et de la transparence.

71. Le représentant du Taipei chinois s'est réjoui de la publication du Rapport et a salué le travail et les efforts accomplis par le Comité pour le mener à son terme.

72. Le représentant de l'Égypte a apporté son soutien à la proposition des États-Unis concernant l'ordre du jour et a exprimé la volonté de la délégation de son pays de participer aux discussions sur l'assistance technique.

73. Le représentant de la République populaire de Chine a salué les efforts déployés par les représentants des Membres pour mettre la dernière main au Rapport et a remercié toutes les délégations d'avoir aidé la Chine durant son deuxième examen transitoire annuel.

74. Le représentant des Philippines, au nom des membres de l'ANASE, a salué le travail efficace accompli pendant l'examen triennal et a ajouté qu'il conviendrait d'œuvrer avec la même efficacité pendant l'exécution du quatrième examen triennal.

75. Le représentant du Canada a associé la délégation de son pays aux observations formulées par les orateurs précédents sur le travail accompli pendant l'examen triennal. Il a apporté son soutien à la suggestion des États-Unis voulant que l'on fasse le point sur les progrès réalisés par rapport aux éléments indiqués dans le Rapport. À cet égard, il a rappelé que le Canada avait suggéré, concernant le programme de travail relatif à l'évaluation de la conformité dont il était question dans le Rapport, de faire également le point sur les progrès réalisés dans ce domaine; selon lui, on pourrait procéder de la même manière pour tous les éléments du Rapport.

76. Le Président a remercié Mme Emily Earl, de la Nouvelle-Zélande, et M. Mathias Francke, du Chili, d'avoir animé les consultations, ainsi que le Secrétariat. Selon lui, le Comité s'acquittait très bien de sa tâche, ce qui montrait que l'OMC savait travailler, obtenir des résultats et aller de l'avant.

IV. DEMANDES DE STATUT D'OBSERVATEUR AUPRÈS DU COMITÉ PRÉSENTÉES PAR L'OFFICE INTERNATIONAL DE LA VIGNE ET DU VIN (OIV), LE BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES (BIPM), L'ORGANISATION DES INGÉNIEURS-CONSEILS DES INDUSTRIES DU GOLFE (GOIC) ET LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE (CDB)

77. Le Président a attiré l'attention du Comité sur les documents G/TBT/W/62, 135, 141 et 177 concernant les demandes de statut d'observateur présentées par l'Office international de la vigne et du vin, le Bureau international des poids et mesures, l'Organisation des ingénieurs-conseils des industries du Golfe et la Convention sur la diversité biologique. Il croyait comprendre que des divergences demeuraient parmi les Membres au sein du Conseil général, et que d'autres consultations étaient nécessaires. Il a proposé de revenir sur ces demandes à la prochaine réunion du Comité. Le Comité a pris acte de sa déclaration.

V. AUTRES QUESTIONS

i) *Comité du Codex sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et exportations alimentaires*

78. La représentante des États-Unis a indiqué que le Secrétariat du Codex Alimentarius avait adressé une demande au Secrétariat de l'OMC concernant l'application des principes d'équivalence et de reconnaissance mutuelle dans le cadre de l'Accord OTC. Elle a rappelé que le Comité avait eu plusieurs discussions sur les questions de l'équivalence et de la reconnaissance mutuelle et que, durant le troisième examen triennal, les Membres avaient prévu de poursuivre le débat. Elle a voulu savoir si une réponse avait été donnée au Secrétariat du Codex et a exprimé l'avis que toute question d'interprétation soulevée par le Codex soit transmise au Comité.

79. Le Secrétariat a indiqué qu'une communication avait été reçue du Secrétariat du Codex à ce sujet et qu'une réponse avait été fournie. Par ailleurs, dans cette communication, le Secrétariat de l'OMC était invité à assister à la réunion suivante du Comité du Codex sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et exportations alimentaires à Brisbane (Australie) en décembre 2003. En conséquence, un représentant du Secrétariat de l'OMC expliquerait aux membres du Comité du Codex les dispositions pertinentes de l'Accord OTC sur l'équivalence et la reconnaissance mutuelle, et il leur rendrait compte du travail accompli par le Comité OTC, notamment dans le cadre de son troisième examen triennal. Le Comité OTC serait informé de toute question soulevée par le Comité du Codex.

ii) *Assistance technique*

80. Le représentant des Communautés européennes a attiré l'attention du Comité sur le document G/TBT/W/228, qui traitait des projets d'assistance technique programmés par les CE pour les pays en développement. Il contenait des informations qui pourraient être utiles aux pays en développement puisqu'il portait sur les moyens d'assistance technique existants, financés par la Commission ou par ses États membres.

81. Le représentant du Bangladesh a informé le Comité qu'un atelier de l'OMC/ONUDI sur les problèmes posés par les OTC se tiendrait à Dakar les 13 et 14 novembre 2003. Cet atelier s'adressait précisément aux PMA de la région. Le délégué a remercié les deux organisations et indiqué que cette manifestation était un bon exemple de la coopération entre les institutions.

82. Le représentant du Secrétariat a informé le Comité de ses activités d'assistance technique en 2003, et de ses plans pour 2004. Les activités du Secrétariat en 2003 se sont déroulées dans les zones suivantes: i) Trois ateliers régionaux sur l'Accord: en Namibie, pour les pays africains anglophones; au Liban, pour les pays arabes et méditerranéens; et à Saint-Kitts-et-Nevis, pour les pays des Caraïbes. Un quatrième se tiendrait à la fin novembre aux Fidji pour les pays des îles du Pacifique. Ces ateliers régionaux avaient permis aux participants de partager leurs expériences, de renforcer la coopération Sud-Sud, et de déterminer les possibilités de coopération régionale. On s'était efforcé le plus possible de coopérer avec des partenaires régionaux, par exemple avec la CESAIO dans le cas de l'atelier du Liban, ou avec le secrétariat du CARICOM dans le cas de l'atelier des Caraïbes. ii) Ateliers en coopération avec des organismes de normalisation internationaux pour améliorer la participation des pays en développement dans le cadre du mandat confié au Directeur général de l'OMC: deux ateliers régionaux: le premier, au Pérou pour les pays latino-américains, et le second, au Mozambique pour les pays de la SADC. Le Secrétariat avait travaillé de concert avec la Commission électrotechnique internationale (CEI) et l'Organisation internationale de métrologie légale (OIML). iii) Participation du Secrétariat à des ateliers organisés par d'autres organismes donateurs ou Membres (coopération interinstitutions): ateliers régionaux organisés par l'ONUDI et la CNUCED pour les pays d'Afrique occidentale et pour la région de la SARC. Il s'y était ajouté un

atelier régional sur la coordination des normes pour l'Europe du Sud-Est, organisé par le Département américain du commerce. iv) Ateliers nationaux: à la demande de plusieurs Membres, des ateliers nationaux avaient eu lieu en Géorgie, au Qatar, au Yémen, au Liban, en République kirghize et en Gambie. Un autre était prévu en Inde en novembre. Les ateliers de la Géorgie, de la République kirghize et du Liban avaient porté simultanément sur les OTC et les mesures SPS. v) Cours de politique commerciale organisés par le Secrétariat de l'OMC dans différentes régions du monde, et incluant régulièrement un volet sur la question des OTC. vi) Autres activités d'assistance technique comprenant des ateliers organisés à Genève et la fourniture de conseils à des fonctionnaires des administrations nationales sur divers sujets en rapport avec le fonctionnement de l'Accord. À cet égard, deux ateliers avaient eu lieu à Genève: l'un en mars, sur l'assistance technique liée aux OTC, et l'autre sur l'étiquetage (activité didactique), qui faisait également partie des activités de coopération technique puisque, grâce au Fonds global d'affectation spéciale, des fonctionnaires des administrations nationales de pays en développement Membres ont pu assister à ces ateliers. En outre, dans le cas de l'activité didactique sur l'étiquetage, les CE avaient largement contribué au financement de la participation de pays en développement Membres.

83. Concernant les activités d'assistance technique pour 2004, le Secrétariat avait distribué son Plan d'assistance technique et de formation pour 2004 (document WT/COMTD/W/119/Rev.1). Ce Plan, qui serait discuté par le Comité du commerce et du développement le 16 novembre 2003, était encore en préparation. Comme les discussions se poursuivraient jusqu'à la fin novembre, les Membres avaient encore la possibilité de s'exprimer sur le volet OTC du Plan.

84. Le Comité a pris acte des déclarations faites.

iii) Prochaine réunion du Comité

85. La prochaine réunion du Comité se tiendrait les 30 et 31 mars 2004³ selon l'ordre du jour suivant: neuvième examen annuel de la mise en œuvre et du fonctionnement de l'Accord conformément à l'article 15.3; neuvième examen annuel du Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes selon l'Annexe 3 de l'Accord; déclarations sur la mise en œuvre et l'administration de l'Accord; quatrième examen triennal du fonctionnement et de l'administration de l'Accord conformément à l'article 15.4; et assistance technique.

VI. RAPPORT (2003) DU COMITÉ DES OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE

86. Le Comité a adopté son rapport de 2003, qui reprenait un projet contenu dans le document G/TBT/SPEC/22, pour en saisir le Conseil du commerce des marchandises et le soumettre à l'examen du Conseil général.

³ Depuis lors, elle a été avancée au 22 et 23 mars 2004.